

Condamné à mort

533 2205

74 Rue Albert

13E

529 9137

2 me de la ...

# CONTRE LE TOUT NUCLEAIRE

POUR UN DEBAT DEMOCRATIQUE  
POUR UNE AUTRE POLITIQUE  
DE L'ENERGIE

DOSSIER DE  
PRESSE

Amis de la Terre-UD C FDT 94  
FEN 94 - CSCV 94 - CSF 94 -  
PS 94 - PSU 94

# SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION UNITAIRE DES SEPT ORGANISATIONS QUI PRENNENT EN CHARGE LA CAMPAGNE SUR LE DÉPARTEMENT DU VAL DE MARNE .
2. POSITIONS DE L'UNION DEPARTEMENTALE C.F.D.T DU VAL DE MARNE .
3. POSITIONS DE LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE 94
4. POSITIONS DU RESEAU DES AMIS DE LA TERRE. 94
5. POSITIONS DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE 94
6. POSITIONS DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES 94
7. POSITIONS DE LA FEDERATION DU VAL DE MARNE DU PARTI SOCIALISTE
8. POSITIONS DE LA FEDERATION DU VAL DE MARNE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
9. TRACT UNITAIRE D'APPEL AUX "SIX HEURES CONTRE LE TOUT-NUCLEAIRE"

# POURQUOI DANS LE VAL DE MARNE UNE CAMPAGNE

## POUR UNE AUTRE POLITIQUE DE L'ENERGIE

## POUR UN DEBAT DEMOCRATIQUE SUR L'ENERGIE

L'accident de la centrale nucléaire de Three-Miles-Islands, l'année dernière, puis les fissures survenues à Gravelines et Tricastin en France, ce dernier mois, ont rappelé à tous les dangers du nucléaire et le mépris qu'ont le pouvoir et E.D.F pour les risques qu'ils nous font courir .

Malgré ces incidents, le programme nucléaire se poursuit, grossit. Et quand surviennent des incidents, tels ceux de Tricastin et de Gravelines, on ne retarde même pas la mise en marche de ces centrales, malgré la protestation des travailleurs d'E.D.F, et de leurs syndicats C.F.D.T et C.G.T.

Et il faut rappeler que, dans le Val de Marne, nous sommes directement concernés, puisqu'à Nogent sur Seine, à 80 kilomètres de Paris, à la périphérie d'une agglomération de 10 Millions d'habitants, E.D.F construit une nouvelle centrale nucléaire, après une prétendue enquête d'utilité publique.

C'est pourquoi les organisations soussignées ont lancé une pétition contre la politique énergétique du gouvernement et son programme "tout nucléaire".

En effet, il comporte des menaces pour la sécurité et les libertés des travailleurs et des populations concernées; il fait courir des risques à l'économie toute entière, et il peut favoriser la dissémination des armes nucléaires.

Dans le monde entier, le développement de l'électro-nucléaire s'est heurté à des oppositions et a rencontré des problèmes croissants. De nombreux incidents, dont certains ont failli tourner à la catastrophe, ont apporté un démenti cinglant aux affirmations des partisans inconditionnels du nucléaire, et ont confirmé la validité des critiques faites par un grand nombre de personnalités et d'organisations.

La plupart des pays ont ralenti leurs programmes. En revanche, le gouvernement français poursuit imperturbablement la réalisation de son projet. Sans attendre les enseignements de l'accident de la centrale nucléaire de Three Miles Island, il a même décidé une accélération du programme. Depuis 1974, les engagements de nouvelles centrales nucléaires se font à un rythme qui est le plus élevé du monde. Pour les installer, l'Etat et l'Electricité de France doivent à la fois imposer le choix de sites proches d'importantes agglomérations urbaines, et concentrer 4, 5, et même 6 réacteurs de grande puissance sur le même emplacement. Ceci a pour but d'esquiver les procédures légales, et le débat public.

.../...

Le gouvernement poursuit la régression charbonnière, néglige les possibilités hydrauliques, méprise la géothermie. Il fait semblant de s'intéresser aux énergies nouvelles, mais leur accorde à peine 3% des crédits de recherche consacrés au nucléaire en 1979. Il impose les choix des technocrates, et sacrifie l'indépendance énergétique et le progrès technique aux intérêts des groupes multinationaux. Il lance des gadgets comme la chasse au gaspi pour dissimuler l'énormité des gaspillages liés au mode de développement capitaliste. Cette politique conduit inévitablement au rationnement.

Nous condamnons cette politique, nous voulons donner une nouvelle impulsion à la lutte contre le programme gouvernemental, et mener une campagne pour une alternative au "tout électrique-tout nucléaire", fondée sur l'économie des ressources non renouvelables, l'utilisation des ressources non exploitées en France, et un vaste plan de développement des énergies nouvelles.

Notre action visera d'abord l'organisation d'un vaste débat public et contradictoire sur la politique énergétique de notre pays. Nous demandons l'accès aux grands moyens d'information pour les travailleurs, les consommateurs, les scientifiques, les écologistes et leurs organisations et associations, la levée du secret administratif et technologique sur toute information portant sur les choix et techniques énergétiques, la publication intégrale des mesures de secours prévues en cas d'accident nucléaire (Plan ORSEC Radiations), la mise en place de moyens d'information décentralisés et indépendants.

C'est pourquoi nous demandons, tant que le débat démocratique n'aura pas été conduit à son terme, la suspension de la construction de centrales nucléaires au delà du 1er programme d'EDF, ainsi que de Superphénix, l'abandon du lancement de toute série industrielle de surrégénérateurs et le refus de nouvelles installations industrielles nucléaires (notamment l'extension à des fins commerciales de La Hague). Par ailleurs, nous demandons que les réacteurs achevés ne soient pas mis en activité jusqu'à ce que toutes les leçons de l'accident de Harrisburgh aient été tirées.

Notre campagne montrera qu'il existe des moyens de satisfaire les besoins réels de la population en énergie hors de la politique actuelle du tout nucléaire;

1. La France dispose de ressources non exploitées en charbon, en hydraulique, en en géothermie. Il faut maintenir et développer leur mise en valeur et leur utilisation.
2. La France doit multiplier les efforts en faveur des énergies nouvelles sur la base d'opérations locales et régionales.
3. La France doit se doter d'un type de développement, d'un type de production et de consommation qui économise les ressources rares; ceci exige un important programme d'investissements publics.

Notre campagne exprimera également l'exigence de l'élaboration démocratique par la population, ses représentants et ses élus de plans de développement régionaux. Ils devront notamment prendre en compte la nécessité de fournir emplois et revenus aux travailleurs pour vivre et travailler au pays dans le cadre de créations d'entreprises et des reconversions nécessaires. Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui peuvent, à terme, être créés.

C'est sur cette base là que nos militants proposent aux travailleurs, aux habitants du Val de Marne, cette pétition, et que nous organisons, le SAMEDI 1er DECEMBRE 1979, de 14 HEURES à 20 HEURES, à la Maison Départementale des Syndicats, 2 Rue TIRARD à CRETEIL, une réunion publique "6 Heures CONTRE LE TOUT NUCLEAIRE".

AMIS DE LA TERRE - UNION DEPARTEMENTALE C.F.D.T DU VAL DE MARNE - CONFEDERATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE - CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES - FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE 94 - FEDERATION DU VAL DE MARNE DU PARTI SOCIALISTE - FEDERATION DU VAL DE MARNE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE.

# UNION DEPARTEMENTALE

## C. F. D. T

### DU VAL DE MARNE

Personne ne peut accepter la situation actuelle de secret et de propagande qui accompagne la politique du pouvoir en matière d'énergie.

Le secret entoure à peu près toutes les données:

*Qui sait exactement le coût réel du nucléaire ?*

*Qui sait exactement l'état des ressources charbonnières ?*

*Qui sait exactement quelles seraient les conséquences d'un accident dans une centrale nucléaire ?*

.....

L'opinion reste très mal informée, aussi bien sur les risques du nucléaire que sur les causes réelles de nos difficultés actuelles. Une question revient sans cesse, recouvrant toutes les autres : *Qui donc fait réellement les choix énergétiques qui engagent la France pour des décennies ?*

A Gravelines, à Tricastin, le matériel utilisé pour les centrales est défectueux: des fissures, dont nul ne sait quand elles pourront devenir réellement dangereuses, cela n'a pas empêché le pouvoir et E.D.F. de déclarer qu'elles ne présentaient aucun risque.

On a même osé dire, et écrire que, de toutes façons, les machines nécessaires à la réparation des cuves, si elles n'existaient pas encore, seraient prêtes pour les réfections éventuelles: **ON NE SAURAIT MIEUX SE MOQUER DU MONDE !**

Malgré cela, le chargement des réacteurs a été fait; la seule opposition véritable a été celle de la C.F.D.T, la seule prise en compte réelle des intérêts des travailleurs et de la population environnante a été le fait des syndicats C.F.D.T de l'E.D.F. et du réseau des Amis de la Terre.

La politique suivie par le gouvernement est claire: on développe le nucléaire à partir d'analyses et de décisions d'une infime minorité; on s'entoure d'un épais secret sur les conséquences de cette politique, tout en brandissant le spectre de la disette énergétique; **ELECTRONUCLEAIRE OU LE CHAOS.**

On interdit tout droit à l'expression et à l'information pour ceux qui justement pourraient mieux faire connaître les enjeux réels, et en premier lieu les travailleurs.

Cette situation est intolérable. Nous ne pouvons, ni ne voulons nous laisser déposséder de notre avenir et de celui de nos enfants.

La C.F.D.T sur le Val de Marne est fondamentalement opposée à la politique énergétique du pouvoir. Non seulement cette politique est dangereuse du point de vue biologique, mais encore, elle engage la société dans un type de développement qui la conduira à l'opposé du socialisme autogestionnaire pour lequel nous luttons, et cet engagement peut être irréversible.

*Ce type de développement ne pourra plus être contrôlé que par la mise en place, à tous les niveaux, de structures policières et militaires. A partir du moment où la seule alternative en matière d'énergie est le nucléaire, il est*

.../...

.../...

Le gouvernement poursuit la régression charbonnière, néglige les possibilités hydrauliques, méprise la géothermie. Il fait semblant de s'intéresser aux énergies nouvelles, mais leur accorde à peine 3% des crédits de recherche consacrés au nucléaire en 1979. Il impose les choix des technocrates, et sacrifie l'indépendance énergétique et le progrès technique aux intérêts des groupes multinationaux. Il lance des gadgets comme la chasse au gaspi pour dissimuler l'énormité des gaspillages liés au mode de développement capitaliste. Cette politique conduit inévitablement au rationnement.

Nous condamnons cette politique, nous voulons donner une nouvelle impulsion à la lutte contre le programme gouvernemental, et mener une campagne pour une alternative au "tout électrique-tout nucléaire", fondée sur l'économie des ressources non renouvelables, l'utilisation des ressources non exploitées en France, et un vaste plan de développement des énergies nouvelles.

Notre action visera d'abord l'organisation d'un vaste débat public et contradictoire sur la politique énergétique de notre pays. Nous demandons l'accès aux grands moyens d'information pour les travailleurs, les consommateurs, les scientifiques, les écologistes et leurs organisations et associations, la levée du secret administratif et technologique sur toute information portant sur les choix et techniques énergétiques, la publication intégrale des mesures de secours prévues en cas d'accident nucléaire (Plan ORSEC Radiations), la mise en place de moyens d'information décentralisés et indépendants.

C'est pourquoi nous demandons, tant que le débat démocratique n'aura pas été conduit à son terme, la suspension de la construction de centrales nucléaires au delà du 1er programme d'EDF, ainsi que de Superphénix, l'abandon du lancement de toute série industrielle de surrégénérateurs et le refus de nouvelles installations industrielles nucléaires (notamment l'extension à des fins commerciales de La Hague). Par ailleurs, nous demandons que les réacteurs achevés ne soient pas mis en activité jusqu'à ce que toutes les leçons de l'accident de Harrisburgh aient été tirées.

Notre campagne montrera qu'il existe des moyens de satisfaire les besoins réels de la population en énergie hors de la politique actuelle du tout nucléaire;

- 1. La France dispose de ressources non exploitées en charbon, en hydraulique, en géothermie. Il faut maintenir et développer leur mise en valeur et leur utilisation.
- 2. La France doit multiplier les efforts en faveur des énergies nouvelles sur la base d'opérations locales et régionales.
- 3. La France doit se doter d'un type de développement, d'un type de production et de consommation qui économise les ressources rares; ceci exige un important programme d'investissements publics.

Notre campagne exprimera également l'exigence de l'élaboration démocratique par la population, ses représentants et ses élus de plans de développement régionaux. Ils devront notamment prendre en compte la nécessité de fournir emplois et revenus aux travailleurs pour vivre et travailler au pays dans le cadre de créations d'entreprises et des reconversions nécessaires. Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui peuvent, à terme, être créés.

C'est sur cette base là que nos militants proposent aux travailleurs, aux habitants du Val de Marne, cette pétition, et que nous organisons, le SAMEDI 1er DECEMBRE 1979, de 14 HEURES à 20 HEURES, à la Maison Départementale des Syndicats, 2 Rue TIRARD à CRETEIL, une réunion publique "6 Heures CONTRE LE TOUT NUCLEAIRE".

AMIS DE LA TERRE - UNION DEPARTEMENTALE C.F.D.T DU VAL DE MARNE - CONFEDERATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE - CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES - FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE 94 - FEDERATION DU VAL DE MARNE DU PARTI SOCIALISTE - FEDERATION DU VAL DE MARNE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE.

# UNION DEPARTEMENTALE

## C. F. D. T

### DU VAL DE MARNE

Personne ne peut accepter la situation actuelle de secret et de propagande qui accompagne la politique du pouvoir en matière d'énergie.

Le secret entoure à peu près toutes les données:

*Qui sait exactement le coût réel du nucléaire ?*

*Qui sait exactement l'état des ressources charbonnières ?*

*Qui sait exactement quelles seraient les conséquences d'un accident dans une centrale nucléaire ?*

.....

L'opinion reste très mal informée, aussi bien sur les risques du nucléaire que sur les causes réelles de nos difficultés actuelles. Une question revient sans cesse, recouvrant toutes les autres : *Qui donc fait réellement les choix énergétiques qui engagent la France pour des décennies ?*

A Gravelines, à Tricastin, le matériel utilisé pour les centrales est défectueux: des fissures, dont nul ne sait quand elles pourront devenir réellement dangereuses, cela n'a pas empêché le pouvoir et E.D.F de déclarer qu'elles ne présentaient aucun risque.

On a même osé dire, et écrire que, de toutes façons, les machines nécessaires à la réparation des cuves, si elles n'existaient pas encore, seraient prêtes pour les réfections éventuelles: **ON NE SAURAIT MIEUX SE MOQUER DU MONDE !**

Malgré cela, le chargement des réacteurs a été fait; la seule opposition véritable a été celle de la C.F.D.T, la seule prise en compte réelle des intérêts des travailleurs et de la population environnante a été le fait des syndicats C.F.D.T de l'E.D.F et du réseau des Amis de la Terre.

La politique suivie par le gouvernement est claire: on développe le nucléaire à partir d'analyses et de décisions d'une infime minorité; on s'entoure d'un épais secret sur les conséquences de cette politique, tout en brandissant le spectre de la disette énergétique; **ELECTRONUCLEAIRE OU LE CHAOS.**

On interdit tout droit à l'expression et à l'information pour ceux qui justement pourraient mieux faire connaître les enjeux réels, et en premier lieu les travailleurs.

Cette situation est intolérable. Nous ne pouvons, ni ne voulons nous laisser déposséder de notre avenir et de celui de nos enfants.

La C.F.D.T sur le Val de Marne est fondamentalement opposée à la politique énergétique du pouvoir. Non seulement cette politique est dangereuse du point de vue biologique, mais encore, elle engage la société dans un type de développement qui la conduira à l'opposé du socialisme autogestionnaire pour lequel nous luttons, et cet engagement peut être irréversible.

*Ce type de développement ne pourra plus être contrôlé que par la mise en place, à tous les niveaux, de structures policières et militaires. A partir du moment où la seule alternative en matière d'énergie est le nucléaire, il est*

.../...

.../...

exclu que l'Etat admette la moindre contestation: le prétendu intérêt national justifiera alors tous les arbitraires. En outre, comment mieux garder une centrale nucléaire qu'avec une milice privée ou l'armée, pour contenir toute velléité de "terrorisme".

Le nucléaire massif incarne bien aujourd'hui le productivisme et la volonté de puissance.

Il suffit d'envisager la situation que nous risquons de vivre à la fin du siècle, ce qui n'est pas loin:

*Au début du 21ème siècle, une société industrielle basée sur l'énergie nucléaire est synonyme de gigantisme, de centralisation, et de contrainte. Trente à quarante centrales nucléaires, d'une puissance moyenne de 4000 mégawatts, sont réparties le long des fleuves et du littoral, et produisent chacune l'équivalent de la consommation française en 1950; les mines d'uranium se sont multipliées; il y a quatre grandes usines d'enrichissement comme le Tricastin, et quatre de retraitement; les aires de stockage des déchets radioactifs se multiplient; le paysage est envahi par les lignes à haute tension; les installations nucléaires fermées et non démantelées attendent que leur radioactivité décroisse.*

*L'utilisation de ces techniques lourdes et complexes favorise le règne des technocrates et des états-majors des grandes firmes internationales. Devant une telle machine, les défenseurs d'une certaine "qualité de la vie" et de l'environnement seraient impuissants.*

*Le danger potentiel des installations nucléaires, multiplié par leur nombre et la rapidité de leur implantation massive, impose des contrôles extrêmement sévères. Dans l'industrie, dans les transports de matières radioactives, dans le cycle du plutonium, les contrôles techniques doivent être doublés par le contrôle des personnes.*

*La crainte du sabotage, réelle ou suscitée, augmente la nécessité du contrôle policier: le "tout nucléaire" utilise tout naturellement les fichiers rendus possibles par l'informatique. Nous savons très bien que l'oppression sans le nucléaire peut exister, mais le "tout nucléaire" favorise un système politique centralisé et permet mal une situation détendue, une collectivité libre de ses choix et des individus libres de leurs opinions.*

Il est donc urgent que s'ouvre un véritable débat démocratique; ce débat doit être imposé puisqu'aussi bien le pouvoir, les groupes capitalistes, la technocratie n'en veulent pas. C'est là le sens profond des initiatives que nous avons prises: grève du zèle et prise en charge départementale de la pétition nationale, ces deux actions n'étant pas contradictoires, mais au contraire complémentaires.

Le recueil d'un nombre important de signatures de la pétition nationale permettra un débat avec la population, et spécialement, avec les travailleurs. C'est un moyen de sensibilisation et d'information. Chacun sait que ni l'Etat, ni le patronat, ne sont disposés, pour quelque revendication que ce soit, à l'ouverture de discussions.

Il faut, toujours, engager une lutte avec des moyens de pression suffisants. Pour le cas de la politique de l'énergie, un de ces moyens nous semble être la "grève du zèle", consistant à payer en plusieurs fois les factures d'énergie (E.D.F.). Si cette "grève du zèle", comme nous le souhaitons, et comme nous ferons tout pour cela, prenait une ampleur importante, elle désorganiserait considérablement les services administratifs d'E.D.F., et amènerait cette dernière, c'est à dire en dernière analyse le pouvoir, à accepter un vrai débat.

**RIEN NE S'OBTIENT SANS LUTTER.** Nous le savons bien à la C.F.D.T.



# F. E. N

# 94

## L'AVENIR DES ENFANTS EST EN JEU

En Mars 1974, en pleine spirale dépressive baptisée crise du pétrole, le gouvernement décidait la construction massive de 200 réacteurs électronucléaires de 1000 Mwe, d'ici l'an 2000. Depuis, pour des raisons économiques et financières, l'accélération de ce programme gigantesque, dont aucun exemple n'existe dans le monde, a été quelque peu réduite. Cependant, les pouvoirs publics semblent décidés à mettre très rapidement en place un grand nombre de centrales de type P.W.R de 1300 Mwe constituant des parcs de 5200 Mwe.

Il convient de noter que ce choix du tout nucléaire est la conséquence du tout-pétrole conduisant à la mise en veilleuse délibérée des autres formes d'énergie classiques, et à l'abandon presque total des recherches concernant les énergies non polluantes.

La justification d'un tel programme repose essentiellement sur l'hypothèse formulée par E.D.F d'un doublement de la consommation d'électricité des Français tous les 10 ans. Ce postulat fut exprimé dans un temps où le faible coût de la source majeure d'énergie, le pétrole, semblait autoriser un taux de croissance élevé, voire démesuré.

*En ce qui concerne les problèmes de sécurité (incidents, accidents, retraitement du combustible, utilisation des surrégénérateurs à neutrons rapides), nous vous invitons à prendre en compte un certain nombre de positions à caractère scientifique (émanant de spécialistes) tels que:*

- 1. La position officielle du C.N.R.S et du C.E.R.N (Centre Européen de Recherche Nucléaire).*
- 2. Le fait que 4000 scientifiques français du haut niveau (Universités, Collège de France, Ecole Polytechnique, I.N.S.E.R.M, C.E.A, C.N.R.S...) se soient prononcés contre le programme nucléaire français (trop ambitieux, trop hâtif, trop risqué sur le plan de la sécurité, en impasse totale face aux problèmes de fourniture et de retraitement des combustibles).*

### LA POLLUTION GÉNÉTIQUE

Les problèmes liés aux fortes doses de radiations ionisantes sur le matériel vivant sont bien connus: l'impact des rayonnements ayant pour origine la fission de l'atome peut conduire à des dommages somatiques irréparables ou à des modifications irréversibles du matériel génétique qui se transmettent ensuite héréditairement.

Ces modifications sont en général nuisibles à l'espèce.

.../...

.../...

Par contre, de nombreuses inconnues demeurent quant à l'impact à court terme et à long terme des faibles doses de rayonnements; il apparaît bien cependant que des effets sur le métabolisme général, le fonctionnement des systèmes immunitaires, une accélération du processus de vieillissement doivent être imputés à de faibles doses délivrées en continu sur de longues périodes (effet cumulatif).

Par ailleurs, des recherches récentes (1975) conduites au Japon viennent de montrer une corrélation évidente entre l'augmentation du taux de mutation chez certains végétaux et l'occurrence de vents ayant balayé le site d'un réacteur, confirmant des observations antérieures.

Les systèmes de régulation et de réparation mis en place au cours de l'évolution en réponse aux variations de la radioactivité naturelle au cours des millénaires risquent de se trouver perturbés et dépassés si le niveau global de la radioactivité ambiante est soumis à des variations répétées et à une croissance progressive.

Le choix de la filière à eau pressurisée (P w R) implique une concentration considérable des matériaux radioactifs au niveau du site.

Les rejets de tritium conduisent inéluctablement à une contamination généralisée de la biosphère du fait de leur intégration dans les molécules organiques au travers du processus de la photosynthèse: acides aminés et donc acides nucléiques, support de l'hérédité.

Les produits de fission et d'activation vont se retrouver à différents niveaux des chaînes alimentaires: intégration par le plancton, les algues, les mollusques filtreurs, la faune et la flore sauvages, les animaux d'élevage et les cultures, l'homme enfin.

Le problème de la gestion à long terme des déchets de haute activité se révèle extrêmement préoccupant. Aucune solution satisfaisante n'est applicable pour l'instant sur le plan industriel.

D'une manière générale, la situation de la contamination autour d'un certain nombre d'unités nucléaires tant à l'étranger qu'en France confirme les craintes les plus pessimistes.

## LA DÉMOCRATIE EN PÉRIL

Dès aujourd'hui, on constate que:

1. Les installations nucléaires sont imposées sans tenir compte de l'avis des élus locaux, de des populations qui le plus souvent n'en éprouvent pas le besoin et qui ne peuvent exercer aucun contrôle sur ces outils. Etant donné le gigantisme de ces équipements, les décisions sont prises à un très haut niveau (à l'insu des structures représentatives régionales) par des appareils technocratiques centralisés.
2. Les enquêtes d'utilité publique sont des simulacres de consultation. Les réponses faites par les commissaires enquêteurs font preuve d'un tel mépris de l'avis général que l'on comprend les manifestants qui brûlent les cahiers d'enquêtes.
3. Les manifestations de refus sont sévèrement réprimées par la police.
4. La mort d'un manifestant non-violent est le support d'une campagne visant à assimiler les "écologistes" à des extrémistes destructeurs: il faut être un bon écologiste et se contenter de soigner les petits oiseaux blessés.

.../...

.../...

8. La présence à MALVILLE d'écologistes étrangers est utilisée pour ranimer le racisme, le chauvinisme, l'intolérance.
8. Une campagne d'information se borne à soumettre la population à un chantage pour faire admettre la nécessité du nucléaire: "Voudriez-vous abandonner votre frigo? votre télé? Imaginez les feux de croisement éteints!"
8. Quand les pouvoirs publics incitent les hommes au manque de courage, à la petitesse, ne doit-on pas craindre le pire?

La disproportion du risque entraînera la disproportion du contrôle policier. Ce contrôle devant être préventif, devra disposer d'effectifs énormes afin d'être permanent, présent partout, et impitoyable.

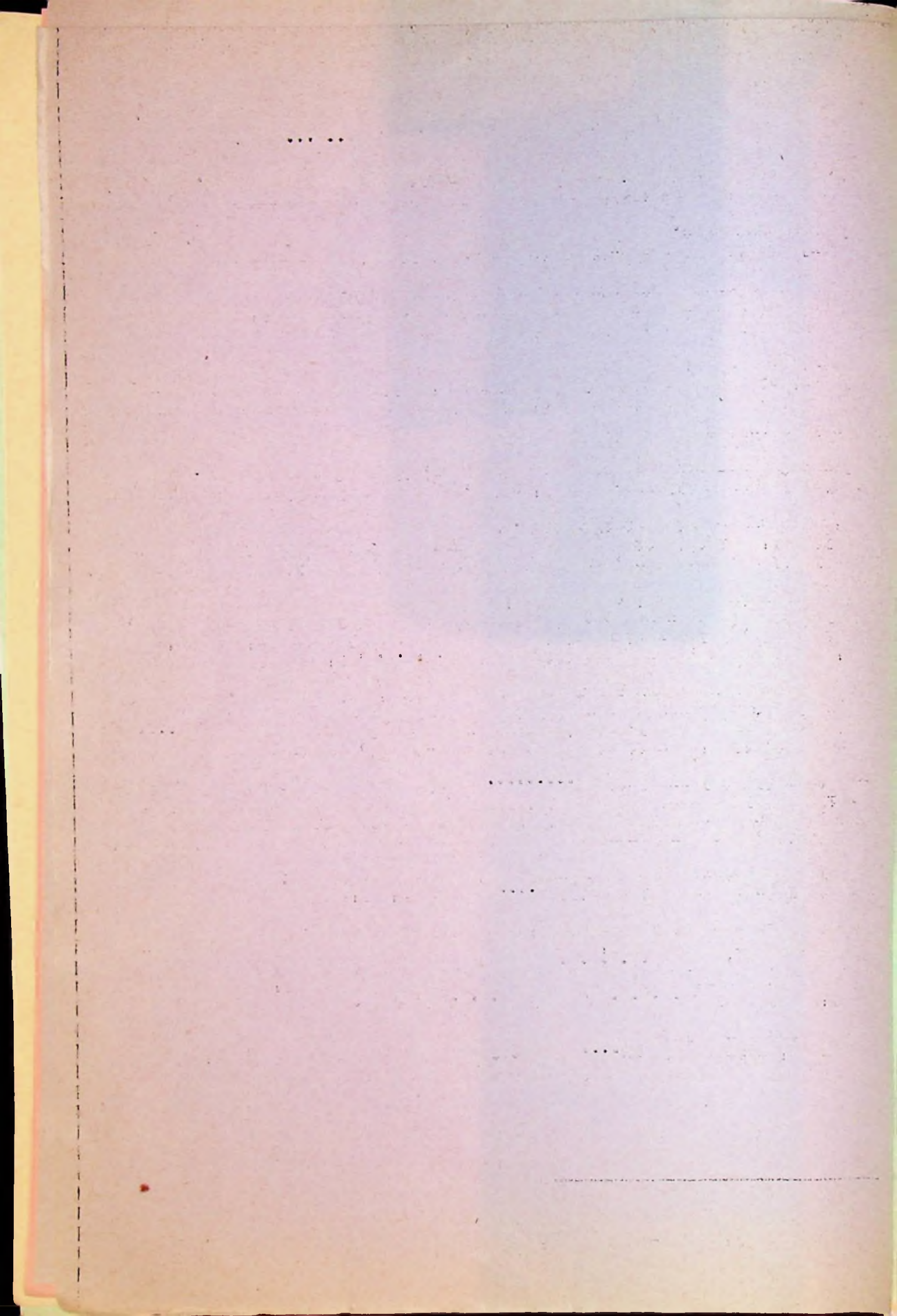
Cette force policière ne sera-t-on pas tenté de l'utiliser à d'autres fins? Ne sera-t-elle pas tentée de peser sur la vie de la nation, ou d'en prendre le gouvernail?

## LA PROPAGANDE A L'ÉCOLE

A l'école, nous assistons déjà au noyautage des jeunes générations par l'intermédiaire:

- Des films prêtés gratuitement par EDF (mais payés avec l'argent des consommateurs de KW), et où les commentateurs ne s'attardent guère sur les inconvénients du nucléaire.
- Des voyages offerts gratuitement par EDF (mais payés avec l'argent des consommateurs de KW) avec visite de centrale: blouses blanches, stylos détecteurs et ouvriers consentants.
- Des montages diapos gratuits (mais payés avec l'argent des consommateurs de KW) dont les scientifiques du GSTEN (Groupement des Scientifiques pour l'information sur l'Energie Nucléaire) ont démontré le manque d'objectivité.
- De plaquettes illustrées, sur papier de luxe, gratuites (mais payées avec l'argent des consommateurs de KW), dont même les responsables EDF ne veulent plus défendre les erreurs (la plus facile à déceler est de vouloir faire assimiler la radioactivité naturelle avec celle des effluents et des déchets de centrales nucléaires).

IL EST GRAND TEMPS DE SONNER LE RÉVEIL



# AMIS DE LA TERRE

La crise pétrolière a révélé aux français combien leur approvisionnement en énergie était aléatoire et coûteux. Plus généralement, elle a souligné que les ressources actuellement utilisées ne sont pas inépuisables, mais limitées. On estime, par exemple, que les réserves connues de pétrole seront taries dans une soixantaine d'années, si le rythme actuel d'exploitation se maintient.

Pourtant, la demande d'énergie, favorisée par une publicité effrénée, augmente sans cesse: la consommation d'électricité en France serait appelée, selon les experts, à doubler tous les dix ans.

C'est pour tenter de résoudre ces difficultés que le gouvernement et EDF ont choisi de développer l'industrie nucléaire, engageant ainsi la France dans la réalisation d'un programme gigantesque et mobilisant toutes les ressources financières et industrielles (plus de 120 réacteurs nucléaires pour l'an 2000 produiront près de 60% de l'électricité; une usine d'enrichissement de l'uranium qui coûtera près de 18 MILLIARDS DE FRANCS, etc...). Ce choix est lourd de conséquences, car l'industrie nucléaire engage notre société dans une voie pour ainsi dire irréversible. Or, les centrales nucléaires ne sont pas au point.

Nous ne citerons que deux exemples récents d'accidents nucléaires qui auraient pu, qui peuvent encore, tuer des milliers, voire des millions de personnes.

*Le premier accident, tout le monde l'a encore en mémoire, est celui d'HARRISBURGH aux Etats Unis. Il a provoqué la panique et la fuite de 100.000 habitants voisins de la centrale, et a failli provoquer l'exode d'un million de personnes concernées de la région. Le gouvernement américain et les experts qu'il a nommés ne sont toujours pas en état d'expliquer cet accident.*

*Par contre, EDF, trois jours après avoir envoyé quelques experts sur place, a osé déclarer et déclare toujours que cet accident est dû à une erreur humaine, et ne pourrait (bien sûr) se produire en France, vu la différence des systèmes de sécurité entre les deux pays. Après trois mois d'étude, les experts américains ont rejeté cette explication fournie par EDF. Quant au système de sécurité, il ne peut différer que sur quelques points négligeables, les centrales nucléaires françaises étant construites sous licence américaine. Ce qui montre que l'indépendance énergétique prônée par Giscard d'Estaing et quelques autres ne se fera pas par le nucléaire.*

*L'autre exemple est celui des fissures existant dans les réacteurs. EDF, après avoir nommé une commission d'enquête, a déclaré: "qu'elles n'offraient aucun risque dans les années à venir" et a fait charger le coeur des réacteurs.*

.../...

.../...

Les écologistes et les Amis de la Terre en particulier dénoncent cette attitude suicidaire d'EDF, qui ne voit que le "profit" immédiat sans se soucier de la sécurité des Français, alors qu'EDF devrait être un service public, au service justement du public, et non d'intérêts privés, notamment ceux de la famille Giscard d'Estaing.

Cependant, les risques de la politique du tout nucléaire sont de toutes sortes:

- La France dépendra pour son approvisionnement en uranium de pays étrangers, tout comme elle dépend du Moyen Orient pour son approvisionnement en pétrole;
- La technique du nucléaire n'est pas maîtrisée et n'est pas près de l'être, ce qui entraîne des risques très graves pour les populations vivant autour d'un rayon de 200 kms d'une centrale nucléaire (Paris et sa région se trouveront dans une telle zone si la centrale de Nogent est construite à 100 kms de Paris;
- Aujourd'hui, on ne sait traiter industriellement que les déchets provenant de l'ancienne filière française du graphite-gaz. Pour le reste, on se contente de stocker les déchets après un passage de 5 mois en piscine;
- On stocke non seulement les déchets français, mais ceux des pays étrangers (Japon, Allemagne, Suède, Belgique, Espagne). La France devient ainsi la poubelle nucléaire du monde.
- Vus les risques divers entraînés par la politique du nucléaire, à savoir, chantage, terrorisme, guerre, une société nucléaire sera obligatoirement policière, et alors, adieu à la démocratie, à nos libertés, au droit de penser différemment du pouvoir en place.

Ceci n'est pas un portrait pessimiste du nucléaire, mais c'est au contraire très réaliste. Mais alors, que faire, si nous n'avons plus de pétrole, que le nucléaire n'est pas une solution envisageable? Il nous faut dès maintenant envisager une autre politique de l'énergie.. Les écologistes ont élaboré un projet de société basé sur les énergies autres que le nucléaire (Projet ALTER, en vente 13 F. aux Amis de la Terre).

A cela, il faut ajouter qu'une bonne part de l'énergie consommée aujourd'hui est gaspillée dans des usages inutiles ou des engins de rendement médiocre, et que le progrès des techniques laisse présager une économie dans la consommation d'énergie par l'utilisation de l'hydrogène.

Aucune des sources d'énergie que nous avons citées ne représente cependant la solution idéale à la crise: certaines ont des inconvénients graves, d'autres sont limitées ou irrégulières.

C'est leur utilisation combinée, c'est à dire une politique énergétique diversifiée qui nous paraît indiquée. Toutefois, il ne suffit pas de faire l'inventaire des sources d'énergie pour définir une politique d'ensemble, il faut réfléchir également à la demande d'énergie. Son accroissement est-il inéluctable, ou est-il artificiellement entretenu? L'énergie consommée en France contribue-t-elle à réduire les inégalités et à augmenter le bien-être de tous, ou profite-t-elle d'abord à une minorité?

Au delà de l'examen des moyens, une question fondamentale est donc posée: avons-nous réellement besoin de tant d'énergie?

Aux Français d'y répondre, et non aux seuls techniciens. Réduire la consommation d'énergie, cela ne suppose pas seulement d'avoir recours à quelques mesures d'économie comme, par exemple, une meilleure isolation des maisons, la limitation de vitesse des voitures, ou le recyclage des matériaux, c'est aussi un choix de société.

.../...

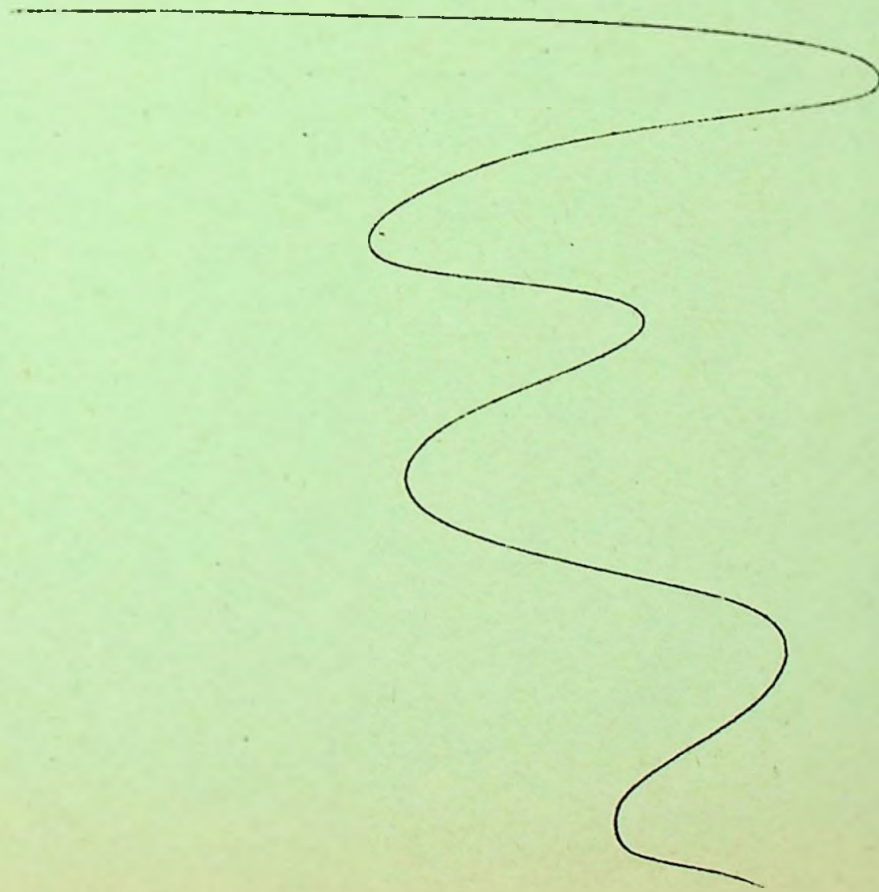
.../...

Des villes moins grandes, l'habitat proche des lieux de travail, des transports collectifs, la reconversion de productions coûteuses en énergie (armements), une technologie moins concentrée, le recours aux sources d'énergie naturelles, une économie orientée vers les services plutôt que l'industrie, voilà quelques traits d'une société à basse consommation d'énergie. La décroissance et la décentralisation des établissements humains qu'elle implique favorisent également leur autonomie économique et politique.

A l'inverse, accroître les concentrations urbaines et industrielles, c'est multiplier la consommation d'énergie. Mettre en oeuvre de nouvelles techniques, toujours plus chères et lourdes à exploiter, pour des productions massives d'énergie, c'est encourager le développement des firmes géantes, tout en accentuant les dégradations écologiques. En somme, c'est perpétuer, en l'aggravant, le système actuel. Et, dans cette course à l'énergie, il n'est pas certain que l'atome lui-même fasse le poids.

On est donc en droit de se demander si le choix de l'énergie nucléaire ne répond pas à d'autres préoccupations que le seul souci de fournir de l'énergie.

Ce n'est un secret pour personne que les progrès rapides du nucléaire sont dus aux découvertes de ses applications militaires (bombes A et H), mais on sait moins que les centrales nucléaires, tout en produisant de l'électricité, fournissent également des matériaux utilisables à des fins militaires, notamment le plutonium. Des dizaines de pays au régime politique inquiétant ont déjà conclu des contrats pour faire bâtir sur leur territoire des centrales nucléaires. Dans quelques années, ces pays seront armés à la bombe atomique. Voilà sans doute une des raisons qui poussent le gouvernement français à négliger les appels à la prudence des scientifiques qui dénoncent les dangers de l'industrie nucléaire.



.....

.....

.....

.....

.....



# CONFEDERATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE VAL DE MARNE PLATE FORME REVENDICATIVE « Energie Nucléaire »

La C.S.C.V :

- &. Condamne l'ensemble de la politique énergétique du gouvernement, politique capitaliste, permettant aux multinationales de réaliser le maximum de profits, au détriment de la sécurité et des aspirations des travailleurs.
- &. Se prononce pour l'arrêt total du programme gouvernemental d'implantation de centrales nucléaires, donc pour l'abandon des différents projets, y compris ceux qui sont en cours de construction.
- &. Exige qu'une révision approfondie des dispositifs de sécurité des centrales actuellement en service soit effectuée.
- &. Que les crédits économisés par l'arrêt des implantations soit reportés sur le développement transitoire d'un certain nombre d'énergies sacrifiées au nucléaire: centrales à gaz et à charbon (ce dernier étant loin d'être épuisé, sans compter les immenses terrils qui n'attendent qu'à être utilisés).
- &. Que dès maintenant, et pour l'avenir, priorité soit donnée aux économies d'énergie, et à la recherche et à la mise en oeuvre de projets énergétiques fondés sur les énergies renouvelables: géothermie, solaire, gazéification, mouvement des océans, éoliennes, etc... permettant à terme l'abandon progressif des centrales en activité actuellement.

*Mais, pour lutter contre le nucléaire, il ne suffit pas de se prononcer pour des énergies nouvelles, vite récupérées par le pouvoir et les industriels, c'est pourquoi:*

- &. La C.S.C.V dénonce également la société basée sur un taux de croissance maximum, grande consommatrice d'énergie, pilleuse de ressources naturelles du tiers monde, et exploitant sa main d'oeuvre, gaspilleuse, polluante, et inégalitaire, incapable de répondre aux aspirations et besoins vitaux des travailleurs.
- &. Elle refuse la logique de l'impératif industriel capitaliste, qui manipule, à l'aide de différentes techniques soigneusement élaborées, les usagers et consommateurs, les incitant à accroître leur consommation individuelle en vue de satisfaire des besoins fallacieux et pourvoyeurs d'illusions.
- &. Elle se prononce pour que de réelles économies d'énergie soient réalisées par:

-La fabrication et la distribution de biens réellement utiles, sûrs ,  
et durables;

.../...

.../...

- La conservation de l'énergie, y compris par une isolation efficace des logements, et un chauffage approprié (refus du "tout électrique");
- Une consommation courante des biens et services privilégiant l'aspect collectif plutôt qu'individuel (ex: transports en commun);
- Une récupération obligatoire et le recyclage des ordures ménagères et des résidus industriels;

(cette énumération n'est pas exhaustive).

*Traduisant en ce domaine ses choix de société socialiste et autogestionnaire, la C.S.C.V revendique aussi:*

*La levée du secret administratif et technologique, la publication intégrale des plans ORSEC-RAD, ainsi que l'accès aux grands moyens d'information pour les organisations syndicales, politiques et écologiques, les scientifiques opposés aux choix actuels;*

*L'élaboration démocratique par les travailleurs et leurs organisations, ainsi que par les élus, d'une authentique politique énergétique et économique la plus décentralisée possible (plans de développement régionaux et locaux).*

# LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES ET LE NUCLÉAIRE

Notre dernier congrès confédéral de Lorient, en Mai 1978, a mis l'accent sur les problèmes de l'énergie qui sont de plus en plus à l'ordre du jour, qu'il s'agisse du prix de l'essence, du développement de l'industrie nucléaire, ou encore plus prosaïquement, de la propagande gouvernementale en faveur des économies d'énergie.

Economiser l'énergie est certainement nécessaire, mais ce n'est pas le rationnement des familles qui résoudra les problèmes.

- Parce que la consommation domestique est sans commune mesure avec la consommation industrielle;
- Parce qu'il ne peut y avoir de développement possible sans dépenses énergétiques.

Les besoins en énergie d'une société moderne iront donc croissant, et il est vain d'imaginer le contraire.

De plus, les besoins énergétiques en soi ne sont ni maladie honteuse, ni péché, ni invention capitaliste.

Par contre, la croissance ne pourra pas continuer indéfiniment sous sa forme actuelle, dévorant les richesses de la planète qui ne sont pas inépuisables.

Et l'imagination, les nouvelles techniques, et la volonté politique, doivent permettre de trouver de nouveaux relais. Les énergies dites "nouvelles" ou "douces" s'inscrivent dans ce schéma.

La question fondamentale qui se pose est donc la suivante: l'énergie, pourquoi faire?

- Une société faite de nantis et d'oubliés, où règne la loi du plus fort? Economiquement-Politiquement-Ideologiquement.
- Ou une société plus égalitaire qui tenterait d'avoir le bonheur en point de mire?

Dans le premier cas, les écarts de niveau de vie continueraient à se creuser, pour le plus grand profit de quelques-uns, à travers les sociétés multinationales s'imposant aux états qu'elles ont accaparé de fait.

Dans le deuxième cas, il s'agirait de tenter de faire de l'aventure moderne, une chance pour l'humanité, autrement dit, de définir "une nouvelle croissance en termes d'équilibre universel".

L'apport de la C.S.F est la recherche concrète d'un autre mode de vie d'une consommation différente, moins dévoreuse d'énergie sûrement, mais surtout plus égalitaire pour tous.

C'est dans cette perspective que nous avons mené une campagne nationale d'action sur la "durabilité des produits". Il ne s'agit nullement de moraliser le marché capitaliste, mais de faire, à travers ce que nous connaissons, la part de l'utile,

.../...

.../...

du nécessaire, et du superflu, du durable et du fragile, de contraindre les producteurs, les distributeurs, à raisonner en terme d'utilité sociale, et non de marketing juteux.

Nous ne sommes pas des anti-nucléaires, mais nous entendons situer le nucléaire à sa place parmi d'autres sources d'énergie.

La C.S.F réaffirme que la révision de la politique énergétique est nécessaire, afin de la libérer des objectifs du type "tout pétrole" (hier) ou "tout nucléaire" (aujourd'hui), et l'orienter vers une diversification de ses sources.

Réaffirmant ses positions, la Confédération Syndicale des Familles demande l'arrêt immédiat du programme électro-nucléaire, et la mise en oeuvre des moyens nécessaires au développement rapide des énergies renouvelables.

Elle exige qu'un débat démocratique soit enfin ouvert à toutes les forces vives du pays - pour lequel la C.S.F revendique sa participation - et permettre à l'opinion publique d'être largement informée sur ces problèmes importants. Un tel débat ne peut s'instaurer valablement qu'à la seule condition que toutes les forces sociales puissent manifester librement et pacifiquement leurs opinions.

La Confédération Syndicale des Familles participe activement à cette campagne "Pour une autre politique de l'énergie" pour montrer qu'il existe des moyens de satisfaire les besoins réels en énergie, autrement qu'avec le "tout nucléaire", choix fait par le gouvernement.

En tant que force syndicale et sociale, la C.S.F oeuvre pour un autre type d'économie socialiste, égalitaire, fonde ses mécanismes et ses objectifs sur la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

# PARTI SOCIALISTE VAL DE MARNE PROJET SOCIALISTE ET POLITIQUE ENERGETIQUE

Alors que de plus en plus nombreux sont les pays qui reviennent sur le choix du tout nucléaire, après en avoir mesuré les dangers, seule la FRANCE continue imperturbablement dans cette voie que les chiffres ci dessous illustrent bien:

	1973	1985	2000
Part du nucléaire dans la production nationale d'énergie	-	20%	35%

## LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE GISCARDIENNE

### LE CHOIX DU TOUT NUCLEAIRE:

Tout montre, dans l'attitude des divers gouvernements qui se sont succédés depuis 5 ans, leur volonté d'imposer le Tout Nucléaire à la FRANCE: lancement d'une filière surrégénératrice, la création d'une vraie industrie d'enrichissement du minerai d'uranium pour la fourniture des centrales P.W.R. Mais aussi, la diminution de notre production de charbon, la part limitée du gaz dans les usages énergétiques.

Quant aux énergies nouvelles, un chiffre montrera quelle place elles occupent dans l'esprit du gouvernement: le budget solaire est égal à 1/33ème du budget du Commissariat à l'Energie Atomique.

### UNE NON-POLITIQUE DES ECONOMIES D'ENERGIE:

On ne peut, en effet, parler de véritable politique des économies d'énergie avec des campagnes du style "chassez le gaspi". Ce n'est pas en culpabilisant les individus (vous vous chauffez trop, vous conduisez trop vite) que l'on aboutira à une maîtrise réelle de notre développement énergétique.

Le Gouvernement essaie-t-il de développer sérieusement les transports en commun? Le rapport Guillaumat qui accorde la priorité à la route sur le rail incline à la prudence. Quelle politique d'incitations à la mise en place de processus de fabrication économe d'énergie? Quelle politique d'aide à la définition des normes d'isolation thermique dans le secteur résidentiel et tertiaire ?

.../...

## L'ABSENCE DE DEMOCRATIE:

Secret des décisions, informations tronquées, propagande, refus d'appliquer les lois de protection de l'environnement, rejet des décisions judiciaires: voilà de quelle façon se met en place notre nouvelle politique énergétique. Comment ne pas y voir un visage possible de la FRANCE de demain ? Comment, dès lors, ne pas lutter contre cela ?

## LE PROJET SOCIALISTE -- UNE AUTRE POLITIQUE.

Cette politique aveugle (nous a fait passer du tout pétrole au tout nucléaire) incomplète (elle ne cherche pas à faire de véritables économies d'énergie) et dangereuse (elle attente à nos libertés), le Parti Socialiste la refuse et la combat. Il pense qu'une autre politique de l'énergie est nécessaire et qu'un grand débat démocratique doit la précéder.

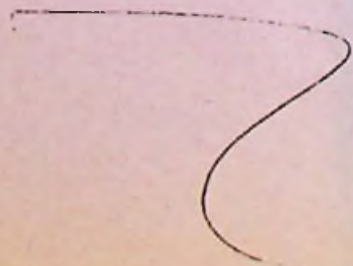
Le refus de la société de consommation actuelle, et l'aspiration à la qualité de la vie exprimés par les écologistes rejoignent le refus socialiste de ne voir en l'homme qu'une somme de besoins matériels.

Pour nous, socialistes, une autre politique de l'énergie suppose une transformation profonde de notre société. Le choix énergétique que nous faisons est aussi révélateur de notre détermination à changer la société.

Le projet socialiste que les socialistes élaborent actuellement, souligne le lien entre "changer la vie" et "vouloir une autre politique de l'énergie". Il propose un ensemble de mesures-mesures de court terme comme réformes de structures-qui agiront positivement sur notre consommation:

- & Développement des transports en commun;
- & Mesures incitant les industriels à économiser l'énergie (1/3 de la consommation nationale);
- & Diversification de nos approvisionnements, ce qui implique d'autres rapports avec le Tiers Monde;
- & Recherche d'énergies nouvelles;
- & Nationalisation des groupes s'occupant du nucléaire.

Mettre en oeuvre le projet socialiste, c'est donc permettre la réalisation de ces mesures. Le Parti Socialiste y est décidé. Il souhaite pouvoir y travailler dans l'union avec toutes les forces politiques, syndicales, associatives qui le voudront.



# PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

## Fédération du Val de Marne

Fin 1973, l'augmentation du prix du pétrole brut, organisé par les trusts pétroliers, déclenche la "crise du pétrole". La France décide alors, avec le plan Messmer, de changer sa politique du "tout pétrole" pour celle du "tout nucléaire". Ce brusque revirement, dû en fait à une crise mondiale du capitalisme, et à la nécessité pour les grandes firmes multinationales de trouver de nouveaux profits, a été marquée par l'intensification d'un vaste mouvement de contestation et de lutte sur les problèmes de l'énergie, dont le P.S.U est une constante importante. L'irruption des problèmes énergétiques en termes politiques dans la lutte des classes est aujourd'hui une donnée fondamentale du combat pour le socialisme autogestionnaire.

La mise en place du Programme Nucléaire en France, et dans le monde, nous amène à constater que celui-ci est dangereux quels que soient les aspects sous lesquels on l'examine.

La production d'électricité d'origine nucléaire nécessite la mise en oeuvre de techniques inexpérimentées industriellement. Le fonctionnement des centrales nécessite la production de combustible et le retraitement des déchets.

Le manque d'expériences et les impasses techniques faites à tous les stades du nucléaire augmentent considérablement les risques d'accidents graves. L'ampleur de ces derniers peut être telle qu'une région entière soit touchée et que les effets subsistent pendant plusieurs générations humaines.

Encore plus que d'autres, la technique nucléaire n'est pas neutre, et l'absence volontaire de recherche pour une autre politique énergétique vise à la présenter comme inéluctable.

Le nucléaire présente des risques écologiques très graves. D'une part, il accroît les problèmes posés par la production d'électricité de façon "classique": réchauffement des eaux de rivière, formation de brouillards dus à l'évaporation dans les tours de refroidissement, développement des lignes très haute tension. D'autre part, il crée des nuisances nouvelles liées à la radioactivité en polluant l'eau et l'air au voisinage des installations qui, en France, répondent souvent à des impératifs de localisation dans des régions à densité humaine importante.

Il produit des déchets radioactifs dont certains restent dangereux pendant plusieurs centaines de millénaires, et que ni le Commissariat à l'Energie Atomique, ni personne au monde, ne sait où, et comment stocker.

.../...

La mise en oeuvre du programme nucléaire nécessite la mise en place d'un appareil de contrôle policier et militaire, tant national qu'international, pour la surveillance des installations, du personnel et des populations, le transport et la gestion des matières radioactives.

Le contrôle entraîne un fichage généralisé de la population, donc une dépendance accrue de celle-ci par rapport au pouvoir.

La peur constante de l'accident nucléaire modifie profondément les comportements sociaux. Elle crée un terrain favorable à l'acceptation de la répression.

L'ultra centralisation du nucléaire, techniquement nécessaire, et volontairement accrue par les gouvernements, met en cause la possibilité de développement d'un système autogestionnaire.

Le fonctionnement et le développement de l'industrie nucléaire amène un renforcement de la militarisation de l'ensemble de la société. A l'intérieur des centrales et usines, cela se traduit par la hiérarchisation très forte et le renforcement du secret industriel ou professionnel. En ce qui concerne l'extérieur des centrales, les plans ORSEC-RAD sont essentiellement des dispositifs de caractère militaire.

Du fait de la dépendance de l'approvisionnement énergétique français, et du fait des nouvelles possibilités d'actes terroristes ou de chantage qu'offre l'industrie du plutonium, toutes les installations nucléaires sont intégrées dans le plan militaire de Défense Opérationnelle du Territoire (D.O.T).

Le développement de l'industrie nucléaire augmente les risques de dissémination de l'arme atomique. Elle se fait sous le contrôle des U.S.A, essentiellement vers les pays fascistes, tels la Corée du Sud, l'Afrique du Sud, ou le Brésil.

Pour la société capitaliste, les dangers du nucléaire disparaissent totalement derrière les intérêts qu'elle y trouve. Les tenants du Nucléaire expliquent que sans la croissance énergétique actuelle, nous remettons en cause le niveau de vie, l'emploi.... Il n'est pas vrai que la même consommation d'énergie entraîne le même niveau de vie. Sans sortir du capitalisme, pour un niveau de vie équivalent, les Suédois consomment deux fois moins d'énergie par an et par habitant que les américains.

La croissance capitaliste s'appuie dans les pays dominants sur les inégalités mondiales. Elle est possible uniquement parce que la quasi-totalité de la consommation en énergie est réalisée au profit d'un très petit nombre de pays représentant une faible part de la population mondiale.

Le nucléaire n'est pas une fatalité, car d'autres possibilités existent qui ne font pas régresser les conditions de vie. Ce sont les possibilités offertes par les sources d'énergie alternatives (solaire, éolienne ou géothermie, etc...). Leur mise en oeuvre n'est pas une fin en soi, car un développement de type capitaliste peut les utiliser. Cependant, elles permettent la réalisation d'un autre type de développement.

Cet autre type de développement est possible. C'est celui que permet le socialisme autogestionnaire. En éliminant le gaspillage capitaliste, et en décentralisant les moyens de production, il rendra possible un essor tant individuel que collectif. En faisant disparaître le type de production et de consommation capitaliste, fondé sur la loi du profit, il permettra de répondre aux besoins réels des travailleurs et de la population.

.../...



.../...  
Du fait des incertitudes, des risques, de l'irréversibilité, des conséquences globales et partielles, nationales et internationales de développement de l'électricité nucléaire, le P.S.U réaffirme sa demande d'arrêt immédiat du programme français, l'ouverture d'un moratoire de 5 ans, et l'organisation d'un référendum.

Ceci est un premier objectif. Mais l'action contre le nucléaire ne saurait se limiter aux questions de sécurité et de "contrôle démocratique". Soyons précis: c'est le programme nucléaire qui est aujourd'hui en cause et qu'il faut commencer à entamer :

- *Par des interventions sur les sites: opposition au chargement des combustibles des réacteurs et au déchargement des déchets nucléaires vers l'usine de retraitement de La Hague;*
- *Par la grève du zèle et le paiement des factures EDF en 3 chèques (ou plus) acte simple, mais aussi, acte de désobéissance civile qui, outre le fait d'embouteiller les services EDF, a l'avantage de poser la question du lien travailleur-usager, donc le problème du contrôle populaire;*
- *Par la retenue sur les impôts de la part allant à EDF;*
- *Par des campagnes d'informations, unitaires et... énergiques.*

Mais il serait insuffisant de s'en tenir au simple refus. Des contre-propositions doivent être avancées pour l'élaboration d'une alternative énergétique à court et moyen terme, s'appuyant:

- *Sur le développement et l'expérimentation des énergies nouvelles (solaire, géothermie, etc...)*
- *Sur le lancement d'un vaste programme de recherche sur les économies d'énergie;*
- *Sur l'élaboration d'un programme de reconversion industrielle maintenant l'emploi au pays.....*

Hier, nous donnions probablement l'impression d'exagérer les risques du nucléaire, pour les besoins de notre démonstration sans doute. A droite comme à gauche, on nous reprochait notre "irresponsabilité", puisque le nucléaire civil et militaire est, paraît-il, indispensable à l'indépendance nationale.

Pourtant, à Three Miles Island, les faits ont tranché.

Chacun sait aujourd'hui à quoi s'en tenir en matière d'irresponsabilité.



# 6 HEURES

POUR UNE AUTRE POLITIQUE DE L'ENERGIE  
POUR UN VERITABLE DEBAT SUR L'ENERGIE

**SAMEDI 1 DECEMBRE 1979**  
**DE 14 H 00 A 20 H 00**

DISCUSSIONS - PROJECTION DU FILM " VOYAGE AUX CENTRALES DE LA TERRE "  
DEBATS .....

**AVEC**

DES SYNDICALISTES C.F.D.T DE L'E.D.F

DES MEMBRES DU GROUPEMENT DES SCIENTIFIQUES POUR L'INFORMATION SUR  
L'ENERGIE NUCLEAIRE

BRICE LALONDE  
.....

**MAISON DES SYNDICATS**  
**2 RUE TIRARD A CRETEIL**  
**METRO CRETEIL UNIVERSITE**

AMIS DE LA TERRE - UNION DÉPARTEMENTALE C.F.D.T DU VAL DE MARNE -  
CONFÉDÉRATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE - CONFÉDÉRATION SYNDICALE  
DES FAMILLES - FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE 94 -  
PARTI SOCIALISTE (FÉDÉRATION DU VAL DE MARNE ) -  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (FÉDÉRATION DU VAL DE MARNE).

# HABITANTS DU VAL DE MARNE:

## LE NUCLEAIRE A VOTRE PORTE A NOGENT SUR SEINE

### SAVEZ-VOUS

Que notre EAU DE CONSOMMATION sera menacée par les rejets radioactifs dans la Seine ?

Que L'ECHAUFFEMENT DES EAUX pourra atteindre 30 degrés et entraînera une pollution accrue par le développement des bactéries et virus?

Que l'AIR sera pollué par les rejets gazeux dans l'atmosphère?

Que LA RADIOACTIVITE aura des conséquences sur les sols, les végétaux, les animaux, les humains ?

### SAVEZ-VOUS

Que des déchets sont radioactifs pendant 600 ou 800 ans?

Que le plutonium est redoutable pendant 24.000 ans?

Que les déchets seront transportés par train ou par camion circulant tous les 5 jours?

### SAVEZ-VOUS

Qu'il y a déjà eu de graves incidents techniques à FESSENHEIM, GRAVELINES, TRICASTIN ?

Qu'on ne connaît aucun remède à tout accident nucléaire?

Qu'à HARRISBURGH, le réacteur était neuf, et qu'on a envisagé d'évacuer 1 MILLION DE PERSONNES ?

### SAVEZ-VOUS

Que les enquêtes d'utilité publique ne tiennent aucun compte de l'avis des populations concernées?

POUR NOGENT SUR SEINE..... 42.000 NON.....et 12 OUI.....

Que les travaux ont lieu malgré le refus des propriétaires des lieux?

Que les mesures policières sont renforcées pour IMPOSER le programme nucléaire?